

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

TOTALENERGIES SE

Société européenne au capital de 5 471 001 187,50 Euros
Siège social : 2 place Jean Millier, La Défense 6, 92400 Courbevoie, France
542 051 180 R.C.S. Nanterre

Avis de convocation.

Les actionnaires de TotalEnergies SE sont convoqués en Assemblée générale mixte (ordinaire et extraordinaire) **vendredi 29 mai 2026 à 14h00**, à la Tour Coupole, 2 place Jean Millier, La Défense 6, 92 400 Courbevoie (1).

L'Assemblée générale mixte est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour**I. Résolutions de la compétence de l'Assemblée générale ordinaire :**

- Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2025
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025
- Affectation du résultat et fixation du dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025
- Autorisation donnée au Conseil d'administration, pour une durée de dix-huit mois, à l'effet d'opérer sur les actions de la Société
- Conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce
- Renouvellement du mandat d'administrateur de Mme Marie-Christine Coisne-Roquette
- Renouvellement du mandat d'administrateur de Mme Anelise Lara
- Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Dierk Paskert
- Nomination de M. Slawomir Krupa en qualité d'administrateur
- Approbation des informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce
- Approbation de la politique de rémunération applicable aux administrateurs
- Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre de cet exercice à M. Patrick Pouyanné, Président-directeur général
- Approbation de la politique de rémunération applicable au Président-directeur général

II. Résolutions de la compétence de l'Assemblée générale extraordinaire :

- Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration, pour une durée de vingt-six mois, à l'effet d'augmenter le capital soit par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société soit par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration, pour une durée de vingt-six mois, à l'effet d'augmenter le capital, dans le cadre d'une offre au public, par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration, pour une durée de vingt-six mois, à l'effet d'émettre, par une offre visée à l'article L. 411-2, 1° du Code monétaire et financier, des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, emportant augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration, pour une durée de vingt-six mois, à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration, pour une durée de vingt-six mois, à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société en rémunération des apports de titres en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société
- Délégation de pouvoirs consentie au Conseil d'administration, pour une durée de vingt-six mois, à l'effet d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société en rémunération d'apports en nature consentis à la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration, pour une durée de vingt-six mois, à l'effet de procéder à des augmentations de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, réservées aux adhérents à un plan d'épargne entreprise ou de groupe
- Modifications des statuts de la Société-Pouvoirs pour formalités.

III. Point inscrit à l'ordre du jour (sans résolution soumise au vote des actionnaires)

Compte-rendu de la mise en œuvre de l'ambition de la Société en matière de développement durable et de transition énergétique.

(1) Ou en tout autre lieu à proximité au vu des circonstances prévalant lors de la tenue de la réunion et indépendamment de la volonté de la Société. Le dispositif de cette Assemblée générale pourra être aménagé en conséquence des conditions au moment de sa tenue et le cas échéant des dispositions légales y relatives. Les actionnaires devront respecter les mesures spécifiques applicables au moment de la tenue de la réunion qui seront alors indiquées sur le site internet de la Société. Les actionnaires sont invités à consulter régulièrement la rubrique dédiée à l'Assemblée générale mixte sur le site de totalenergies.com, rubrique Investisseurs/Assemblées générales.

Projets de résolutions présentés par le Conseil d'administration

Résolutions de la compétence de l'Assemblée générale ordinaire

Première résolution (Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2025). — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes, approuve les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Deuxième résolution (Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025). — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Troisième résolution (Affectation du résultat et fixation du dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025). — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constate, compte tenu du bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2025 qui s'élève à 13 720 781 668,27 euros et du report à nouveau au 31 décembre 2025 de 24 244 710 986,01 euros, que le bénéfice distribuable à affecter s'élève à 37 965 492 654,28 euros.

L'Assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration, après avoir décidé de fixer le dividende ordinaire au titre de l'exercice 2025 à 3,40 euros par action, décide d'affecter le bénéfice distribuable de l'exercice clos le 31 décembre 2025, comme suit :

Bénéfice distribuable	37 965 492 654,28 €
Dotation à la réserve légale	— (a)
Dividende ordinaire 2025	7 414 366 634,60 €
Solde à affecter en report à nouveau	30 551 126 019,68 €
(a) Le montant de la réserve légale ayant atteint le seuil de 10% du capital social, aucune affectation n'y est proposée.	

Sur le dividende ordinaire 2025

Le montant global du dividende au titre de l'exercice 2025 s'élèverait à 7 414 366 634,60 euros, soit :

- 3 662 201 323,25 euros, montant versé au titre des premier et deuxième acomptes sur dividende au titre de l'exercice 2025 (respectivement 1 841 109 954,35 euros et 1 821 091 368,90 euros) ;
- 1 827 872 152,95 euros, montant maximal susceptible d'être payé le 2 avril 2026 dans le cadre du troisième acompte sur dividende au titre de l'exercice 2025 ; et
- 1 924 293 158,40 euros, montant susceptible d'être versé au nombre maximal d'actions qui pourraient avoir droit au paiement du solde du dividende de l'exercice 2025, soit 2 263 874 304 actions correspondant aux :
 - 2 206 585 543 actions composant le capital social de TotalEnergies SE le 31 décembre 2025, diminuées des actions auto détenues destinées à être annulées soit 56 147 716 actions au 31 décembre 2025, et
 - 18 000 000 actions, nombre maximal d'actions susceptibles d'être d'émissions au titre de l'augmentation de capital réservée aux salariés décidée par le Conseil d'administration du 24 septembre 2025, dont la date indicative de réalisation a été fixée au 11 juin 2026, et ouvrant droit au solde du dividende de l'exercice 2025, et
 - 95 436 477 actions, nombre d'actions à émettre dans le cadre de la transaction EPH, si celle-ci venait à être finalisée avant le 30 juin 2026.

Il est précisé que si, lors de la mise en paiement du troisième acompte et du solde du dividende ordinaire, le nombre d'actions ouvrant droit à dividende ordinaire au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 est inférieur au nombre maximal d'actions susceptibles de bénéficier du dividende susvisé, du fait du rachat par la Société de ses propres actions et à la suite d'une augmentation de capital réservée aux salariés inférieure au montant maximal visé ci-dessus, le bénéfice correspondant au troisième acompte et au solde du dividende ordinaire qui n'aura pas été versé au titre de ces actions sera affecté au compte « Report à nouveau ».

Compte tenu des trois premiers acomptes sur dividende ordinaire, chacun d'un montant de 0,85 euro par action, le solde du dividende ordinaire à distribuer au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 serait de 0,85 euro par action. Il serait détaché de l'action le 30 juin 2026 et mis en paiement en numéraire sur Euronext le 2 juillet 2026 et sur le New-York Stock Exchange le 22 juillet 2026.

Par ailleurs, il est précisé que pour les actionnaires personnes physiques fiscalement domiciliées en France, les trois acomptes sur dividende ordinaire et le solde du dividende ordinaire au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 sont soumis, lors de leur versement, à un prélèvement à la source non libératoire de l'impôt au taux de 12,8% à titre d'acompte d'impôt sur le revenu ainsi qu'à des prélèvements sociaux au taux de 18,6% depuis le 1er janvier 2026 (17,2% avant cette date).

Ce prélèvement est imputable sur le prélèvement forfaitaire unique dû au même taux de 12,8% qui constitue une imposition définitive en vertu de l'article 200 A, 1 A 1° du Code général des impôts (2).

Cependant, sur option globale (3) de l'actionnaire, les dividendes peuvent être imposés au taux progressif de l'impôt sur le revenu. Dans ce cas, les acomptes et le solde du dividende sont éligibles à l'abattement de 40% prévu à l'article 158 3 2° du Code général des impôts. Le prélèvement à la source non libératoire de 12,8% est imputable sur l'impôt sur le revenu de l'année de perception du dividende. S'il excède l'impôt dû, il est restitué. Par ailleurs, conformément au troisième alinéa de l'article 117 quater du Code général des impôts, les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 euros pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs et à 75 000 euros pour les contribuables soumis à une imposition commune, peuvent demander à être dispensés du prélèvement à la source non libératoire de l'impôt de 12,8% dans les conditions prévues à l'article 242 quater du Code général des impôts.

Le montant des dividendes ordinaires et extraordinaire mis en distribution au titre des trois exercices précédents ainsi que le montant du dividende proposé à l'Assemblée générale au titre de l'exercice 2025 sont rappelés ci-dessous :

Exercice	Nature du coupon	Dividende brut par action (en €)	Dividende global (en M€)
2025	Acompte ^(a)	0,85 ^(b) , 0,85 ^(c) , 0,85 ^(d)	7 414,4 ^{(e) (f)}
	Solde ^(a)	0,85 ^(e)	
	Global	3,40 ^(e)	
2024	Acompte ^(a)	0,79 ^(b) , 0,79 ^(c) , 0,79 ^(d)	7 209,0
	Solde ^(a)	0,85	
	Global	3,22	
2023	Acompte ^(a)	0,74 ^(b) , 0,74 ^(c) , 0,74 ^(d)	7 060,4
	Solde ^(a)	0,79	
	Global	3,01	
2022	Acompte ordinaire ^(a)	0,69 ^(b) , 0,69 ^(c) , 0,69 ^(d)	9 448,1
	Acompte exceptionnel ^(a)	1,00	
	Solde ^(a)	0,74	
	Global	3,81	

(a) Montants éligibles à l'abattement de 40% bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, prévu à l'article 158 3 2° du Code général des impôts, dans l'hypothèse d'une option pour le barème progressif.

(b) 1er acompte.

(c) 2ème acompte.

(d) 3ème acompte.

(e) Sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale du 29 mai 2026.

(f) Montant maximal susceptible d'être versé.

Quatrième résolution (Autorisation donnée au Conseil d'administration, pour une durée de dix-huit mois, à l'effet d'opérer sur les actions de la Société). — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, et des éléments figurant dans le descriptif du programme établi conformément aux articles 241-1 et suivants du règlement général de l'Autorité des marchés financiers, ou de toute autre réglementation relative aux abus de marché qui serait applicable à la Société, autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, du règlement européen (UE) n°596/2014 du 16 avril 2014 sur les abus de marché, et du règlement général de l'Autorité des marchés financiers, à acheter ou à vendre des actions de la Société dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions.

L'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions pourront être effectués par tous moyens sur les marchés réglementés, les systèmes multilatéraux de négociation ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs d'actions, dans les conditions autorisées par les autorités de marché compétentes. Dans ce cadre, ces moyens incluent l'utilisation de tout instrument financier dérivé négocié sur les marchés réglementés et la mise en place de stratégies optionnelles.

(2) Il convient toutefois de noter que les acomptes sur dividende et le solde sont inclus dans le revenu fiscal de référence servant de base pour le calcul de la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus. Celle-ci est due au taux de 3 % sur la fraction du revenu fiscal de référence comprise entre 250 001€ et 500 000€ (pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou entre 500 001€ et 1 000 000€ (pour les contribuables soumis à une imposition commune) et au taux de 4 % au-delà. La contribution différentielle sur les hauts revenus introduite, pour les mêmes contribuables, par la loi de finances pour 2025, et visant à assurer une imposition minimale de 20 % a par ailleurs été prorogée par la loi de finances pour 2026 jusqu'à l'imposition des revenus de l'année au titre de laquelle le déficit du budget général devient inférieur à 3 % du produit intérieur brut.

(3) Le contribuable peut opter, de manière expresse et irrévocable avant la date limite de sa déclaration et de manière globale au titre de l'ensemble de ses revenus définis à l'article 200 A 1 du Code général des impôts, pour l'imposition de ses revenus dans le champ d'application du prélèvement forfaitaire unique au barème progressif de l'impôt sur le revenu conformément à l'article 200 A, 2 du Code général des impôts. Pour l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année 2026 et suivantes, l'option n'est plus irrévocable, i.e. le contribuable peut y renoncer a posteriori s'il s'avère qu'elle lui est finalement plus défavorable.

Ces opérations pourront être effectuées à tout moment, dans le respect de la réglementation en vigueur à la date des opérations considérées, à l'exclusion des périodes d'offre publique sur le capital de la Société.

Le prix maximum d'achat est fixé à 100 euros par action (hors frais d'acquisition) ou la contre-valeur de ce montant à la même date dans toute autre monnaie. En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions ou en cas de division ou de regroupement des actions de la Société, ce prix maximal sera ajusté par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre d'actions composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération.

En application des dispositions de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, le nombre maximal d'actions pouvant être achetées en vertu de cette autorisation ne pourra excéder 10% du nombre total des actions composant le capital social au jour de l'utilisation de cette autorisation. Cette limite de 10% s'applique à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte les opérations ayant affecté le capital social postérieurement à la présente assemblée, les acquisitions réalisées par la Société ne pouvant en aucun cas l'amener à détenir, directement et indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de 10% du capital social.

A titre indicatif, au 28 février 2026, parmi les 2 188 400 475 actions composant son capital social, la Société détenait directement 49 081 518 actions. En conséquence, le nombre maximal d'actions que la Société serait susceptible de racheter s'élève à 169 758 529 actions et le montant maximal qu'elle serait amenée à déboursier pour acquérir ces actions s'élève à 16 975 852 900,00 euros (hors frais d'acquisition).

Ce programme de rachat d'actions aura pour objectif de réduire le capital de la Société ou de lui permettre d'honorer des obligations liées à des :

- titres de créances convertibles ou échangeables en actions de la Société ; et/ou
- programmes d'options d'achat d'actions, plans d'attribution gratuite d'actions, plans d'actionnariat salarié ou plans d'épargne d'entreprise, ou autres allocations d'actions aux dirigeants mandataires sociaux ou salariés de la Société ou d'une société de TotalEnergies.

Les rachats pourraient aussi avoir pour objectif la mise en œuvre de la pratique de marché admise par l'Autorité des marchés financiers, à savoir l'animation du marché secondaire ou de la liquidité de l'action de la Société par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers.

Ce programme serait également destiné à permettre à la Société d'opérer, en bourse ou hors marché, sur ses actions dans le cadre de tout autre objectif autorisé par la réglementation en vigueur ou toute autre pratique de marché admise ou qui viendrait à être autorisée à la date des opérations considérées. En cas d'opérations réalisées en dehors des objectifs mentionnés ci-dessus, la Société informera ses actionnaires par voie de communiqué.

En fonction de ces objectifs, les actions propres acquises pourraient notamment être soit :

- annulées, sous réserve d'une autorisation en vigueur de réduire le capital social donnée par l'Assemblée générale ;
- attribuées gratuitement aux salariés ainsi qu'à des dirigeants mandataires sociaux de la Société ou de sociétés de TotalEnergies ;
- remises aux bénéficiaires d'options d'achat d'actions de la Société en cas d'exercice de celles-ci cédées aux salariés, directement ou par l'intermédiaire de fonds d'épargne salariale ;
- remises à la suite de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions de la Société ; et
- utilisées de toute autre manière compatible avec les objectifs énoncés à la présente résolution.

Les actions rachetées et conservées par la Société seront privées de droit de vote et ne donneront pas droit au paiement du dividende.

Cette autorisation est donnée pour une période de **dix-huit mois** à compter de la date de la présente assemblée. Elle prive d'effet, à hauteur de la partie non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, en vue d'assurer l'exécution de la présente autorisation.

Cinquième résolution (*Conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce*). — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes prévu à l'article L. 225-40 du Code de commerce, sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, approuve ledit rapport qui ne mentionne aucune convention nouvelle.

Sixième résolution (*Renouvellement du mandat d'administrateur de Mme Marie-Christine Coisne-Roquette*). — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition du Conseil d'administration, renouvelle le mandat d'administrateur de Mme Marie-Christine Coisne-Roquette pour une durée de trois années qui expirera à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer en 2029 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

Septième résolution (*Renouvellement du mandat d'administrateur de Mme Anelise Lara*). — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition du Conseil d'administration, renouvelle le mandat d'administrateur de Mme Anelise Lara pour une durée de trois années qui expirera à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer en 2029 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

Huitième résolution (*Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Dierk Paskert*). — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition du Conseil d'administration, renouvelle le mandat d'administrateur de M. Dierk Paskert pour une durée de trois années qui expirera à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer en 2029 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

Neuvième résolution (*Nomination de M. Slawomir Krupa en qualité d'administrateur*). — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition du Conseil d'administration, nomme M. Slawomir Krupa administrateur pour une durée de trois années qui expirera à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer en 2029 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

Dixième résolution (*Approbation des informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce*). — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve, en application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, les informations mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce telles que présentées dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce et figurant dans le Document d'enregistrement universel 2025 de la Société (Chapitre 4, points 4.3.1.2 et 4.3.2.1).

Onzième résolution (*Approbation de la politique de rémunération applicable aux administrateurs*). — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve, en application de l'article L. 22-10-8 II du Code de commerce, la politique de rémunération applicable aux administrateurs de la Société, telle que présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce et figurant dans le Document d'enregistrement universel 2025 de la Société (Chapitre 4, point 4.3.1).

Douzième résolution (*Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre de cet exercice à M. Patrick Pouyanné, Président-directeur général*). — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve, en application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre de cet exercice à M. Patrick Pouyanné, Président-directeur général, tels que présentés dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce et figurant dans le Document d'enregistrement universel 2025 de la Société (Chapitre 4, point 4.3.2.1).

Treizième résolution (*Approbation de la politique de rémunération applicable au Président-directeur général*). — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve, en application de l'article L. 22-10-8 II du Code de commerce, la politique de rémunération applicable au Président-directeur général de la Société, telle que présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce et figurant dans le Document d'enregistrement universel 2025 de la Société (Chapitre 4, point 4.3.2.2).

Résolutions de la compétence de l'Assemblée générale extraordinaire :

Quatorzième résolution (*Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration, pour une durée de vingt-six mois, à l'effet d'augmenter le capital soit par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société soit par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires*). — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, sa compétence à l'effet de décider une ou plusieurs augmentations de capital par l'émission, en France ou à l'étranger, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, en euro, en monnaie étrangère ou en toute unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, d'actions ordinaires de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires nouvelles ou existantes de la Société ;
2. décide, d'une part, que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être ainsi réalisées, immédiatement et/ou à terme, en France ou à l'étranger, ne pourra être supérieur à **50% du capital social** existant à la date de la réunion du Conseil d'administration décidant l'émission, plafond auquel s'ajoutera, le cas échéant, la valeur nominale des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
3. décide, d'autre part, que s'imputera sur ce plafond global le cas échéant, le montant nominal total de toutes augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement et/ou à terme, en vertu de (i) la quinzième résolution de la présente Assemblée relative à l'émission, dans le cadre d'une offre au public, d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires ; et (ii) la vingtième résolution de la présente Assemblée relative à la réalisation d'augmentations de capital réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe.
4. En outre, décide que sur le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la quinzième résolution, s'imputera, le cas échéant, le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de :
 - la seizième résolution relative à l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société par une offre visée à l'article L. 411-2, 1° du Code monétaire et financier,
 - la dix-septième résolution relative à la possibilité d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel des actionnaires,

- la dix-huitième résolution relative à l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société en rémunération de titres apportés à une offre publique d'échange initiée par la Société,
 - la dix-neuvième résolution relative à l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société en rémunération d'apports en nature consentis à la Société ;
5. décide, par ailleurs, que le montant nominal total des valeurs mobilières représentatives de titres de créance donnant accès, immédiatement et/ou à terme, au capital de la Société, susceptibles d'être émises en vertu de la présente résolution et au titre des quinzième, seizième, dix-huitième et dix-neuvième résolutions, ne pourra excéder un plafond de **dix milliards d'euros**, ou sa contre-valeur dans toute autre monnaie, à la date de la décision d'émission ;
6. décide que les actionnaires auront, proportionnellement au nombre d'actions de la Société qu'ils possèdent, un droit préférentiel de souscription à titre irréductible aux valeurs mobilières émises en vertu de la présente résolution. Le Conseil d'administration pourra, en outre, conférer aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre de valeurs mobilières supérieur à celui qu'ils pourront souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et dans la limite de leurs demandes ;
7. décide que si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions et/ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le Conseil d'administration pourra répartir à sa diligence, totalement ou partiellement, les titres non souscrits, offrir au public tout ou partie des titres non souscrits, ou limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions sous réserve des dispositions de l'article L. 225-134 I-1° du Code de commerce ;
8. prend acte que, conformément à l'article L. 225-132 du Code de commerce, la décision d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société emporte de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation donneraient droit, immédiatement et/ou à terme, au profit des porteurs de ces valeurs mobilières ;
9. décide que, conformément à l'article L. 225-130 du Code de commerce, le Conseil d'administration aura la compétence de décider une ou plusieurs augmentations de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres dont la capitalisation sera autorisée par la loi et les statuts, sous forme d'attribution gratuite d'actions ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes. Dans ce cas, les droits formant rompus ne seront pas négociables ni cessibles et les actions correspondantes seront vendues, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits dans le délai prévu par la réglementation ;
10. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente résolution et, notamment, pour :
- fixer les conditions et modalités de la ou des augmentations de capital et arrêter les dates, conditions et modalités des émissions réalisées en vertu de la présente résolution, déterminer la nature et les caractéristiques des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, les modalités d'attribution des titres de capital auxquels ces valeurs mobilières donneraient droit ainsi que les dates auxquelles peuvent être exercés ces droits d'attribution,
 - fixer les dates d'ouverture et clôture des souscriptions, le prix, la date de jouissance des titres émis, les modalités de libération des actions, consentir des délais pour leur libération,
 - procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société,
 - imputer, s'il le juge opportun, les frais, droits et honoraires occasionnés par les émissions sur le montant des primes correspondantes et, le cas échéant, prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque émission,
 - et, plus généralement, faire tout ce qui sera utile ou nécessaire et conclure tous accords ou conventions notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, accomplir tous actes et formalités à l'effet de constater la réalisation de la ou des augmentations de capital, modifier les statuts en conséquence, procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations des actions émises ;
11. prend acte que la présente délégation prive d'effet, à hauteur de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

La présente délégation est consentie au Conseil d'administration pour une durée de **vingt-six mois** à compter de la date de la présente Assemblée.

Le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

Quinzième résolution (Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration, pour une durée de vingt-six mois, à l'effet d'augmenter le capital, dans le cadre d'une offre au public, par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires). — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135, L. 22-10-52 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, sa compétence à l'effet de décider une ou plusieurs augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, par voie d'offres au public, par l'émission, en France ou à l'étranger, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, en euro, en monnaie étrangère ou en toute unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, d'actions ordinaires de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires nouvelles ou existantes de la Société ;

2. décide que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être ainsi réalisées immédiatement et/ou à terme, ne pourra être supérieur à **10% du capital social** existant à la date de la réunion du Conseil d'administration décidant l'émission, étant précisé que le montant nominal de ces augmentations de capital s'imputera sur le plafond autorisé par la présente Assemblée dans la quatorzième résolution ;
3. décide, par ailleurs, que le montant nominal total des valeurs mobilières représentatives de titres de créance donnant accès, immédiatement et/ou à terme, au capital de la Société, susceptibles d'être émises en vertu de la présente résolution et au titre des quatorzième, seizième, dix-huitième et dix-neuvième résolutions, ne pourra excéder un plafond de **dix milliards d'euros**, ou sa contre-valeur dans toute autre monnaie, à la date de la décision d'émission ;
4. décide, d'une part conformément à l'article L. 225-135 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres émis en vertu de la présente résolution et, d'autre part conformément à l'article L. 22-10-51 du Code de commerce, de conférer au Conseil d'administration la faculté d'instituer un délai de priorité au profit des actionnaires dont il fixera les modalités conformément à la réglementation en vigueur à la date des opérations considérées pour souscrire tout ou partie des titres à émettre ;
5. prend acte que, conformément à l'article L. 225-132 du Code de commerce, la décision d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société emporte de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation donneraient droit, immédiatement et/ou à terme, au profit des porteurs de ces valeurs mobilières ;
6. décide, conformément à l'article L. 22-10-52 1° du Code de commerce, que le prix d'émission des actions émises en vertu de la présente délégation, sera fixée par le Conseil d'administration et devra être au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse sur le marché Euronext Paris précédant le début de l'offre, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10% ;
7. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente résolution et, notamment, pour :
 - fixer les conditions et modalités de la ou des augmentations de capital et arrêter les dates, conditions et modalités des émissions réalisées en vertu de la présente résolution, déterminer la nature et les caractéristiques des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, les modalités d'attribution des titres de capital auxquels ces valeurs mobilières donneraient droit ainsi que les dates auxquelles peuvent être exercés ces droits d'attribution,
 - fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, le prix, la date de jouissance des titres émis, les modalités de libération des actions, consentir des délais pour leur libération,
 - procéder à tous les ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société,
 - imputer, s'il le juge opportun, les frais, droits et honoraires occasionnés par les émissions sur le montant des primes correspondantes et, le cas échéant, prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque émission,
 - et, plus généralement, faire tout ce qui sera utile ou nécessaire et conclure tous accords ou conventions, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, accomplir tous actes et formalités à l'effet de constater la réalisation de la ou des augmentations de capital, modifier les statuts en conséquence, procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations des actions émises ;
8. prend acte que la présente délégation prive d'effet, à hauteur de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

La présente délégation est consentie au Conseil d'administration pour une durée de **vingt-six mois** à compter de la date de la présente Assemblée.

Le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

Seizième résolution (Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration, pour une durée de vingt-six mois, à l'effet d'émettre, par une offre visée à l'article L. 411-2, 1° du Code monétaire et financier, des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, emportant augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.). — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135, L. 22-10-52 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, sa compétence à l'effet de décider une ou plusieurs augmentations de capital de la Société, en France et/ou à l'étranger, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, par une offre visée à l'article L. 411-2, 1° du Code monétaire et financier, en euro, en monnaie étrangère ou en toute unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, d'actions ordinaires de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires nouvelles ou existantes de la Société ;
2. décide que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être ainsi réalisées, immédiatement et/ou à terme, ne pourra être supérieur à **10% du capital social** existant à la date de la réunion du Conseil d'administration décidant l'émission, étant précisé que le montant nominal des augmentations de capital réalisées en vertu de la présente résolution s'imputera sur le plafond de 10% du capital social existant à la date de la réunion du Conseil d'administration décidant l'émission autorisé par la présente Assemblée dans la quinzième résolution.

3. décide par ailleurs que le montant nominal total des valeurs mobilières représentatives de titres de créance donnant accès, immédiatement et/ou à terme, au capital de la Société, susceptibles d'être émises en vertu de la présente résolution et au titre des quatorzième, quinzième, dix-huitième et dix-neuvième résolutions, ne pourra excéder un plafond de **dix milliards d'euros**, ou sa contre-valeur dans une autre monnaie, à la date de la décision d'émission ;
4. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et aux valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société susceptibles d'être émises dans le cadre de la présente délégation ;
5. prend acte que, conformément à l'article L. 225-132 du Code de commerce, la décision d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société emporte de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation donneraient droit, immédiatement et/ou à terme, au profit des porteurs de ces valeurs mobilières ;
6. décide, conformément à l'article L. 22-10-52 1° du Code de commerce, que le prix d'émission des actions émises en vertu de la présente délégation, sera fixée par le Conseil d'administration et devra être au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse sur le marché Euronext Paris précédant le début de l'offre éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10% ;
7. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente résolution et, notamment, pour :
 - fixer les conditions et modalités de la ou des augmentations de capital et arrêter les dates, conditions et modalités des émissions réalisées en vertu de la présente résolution, déterminer la nature et les caractéristiques des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, les modalités d'attribution des titres de capital auxquels ces valeurs mobilières donneraient droit ainsi que les dates auxquelles peuvent être exercés ces droits d'attribution,
 - fixer les dates d'ouverture et clôture des souscriptions, le prix, la date de jouissance des titres émis, les modalités de libération des actions, consentir des délais pour leur libération,
 - procéder à tous les ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société,
 - imputer, s'il le juge opportun, les frais, droits et honoraires occasionnés par les émissions sur le montant des primes correspondantes et, le cas échéant, prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque émission,
 - et, plus généralement, faire tout ce qui sera utile ou nécessaire et conclure tous accords ou conventions, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, accomplir tous actes et formalités à l'effet de constater la réalisation de la ou des augmentations de capital, modifier les statuts en conséquence, procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations des actions émises ;
8. prend acte que la présente délégation prive d'effet, à hauteur de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

La présente délégation est consentie au Conseil d'administration pour une durée de **vingt-six mois** à compter de la date de la présente Assemblée.

Le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

Dix-septième résolution (Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration, pour une durée de vingt-six mois, à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires). — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-135-1 et R. 225-118 du Code de commerce :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, sa compétence à l'effet de décider d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, réalisée en vertu des quinzième et seizième résolutions de la présente assemblée, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale, dans les délais et limites prévus par la réglementation applicable à la date de la décision d'émission (conformément à la réglementation actuellement en vigueur, dans les trente jours de la clôture de la souscription et dans la limite de **15%** de l'émission initiale) ;
2. décide que le montant des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond des augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires autorisé par la présente Assemblée dans la quinzième résolution ;
3. prend acte que la présente délégation prive d'effet, à hauteur de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

La présente délégation est consentie au Conseil d'administration pour une période de **vingt-six mois** à compter de la date de la présente Assemblée.

Le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

Dix-huitième résolution (Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration, pour une durée de vingt-six mois, à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société en rémunération des apports de titres en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société). — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 22-10-54 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, sa compétence à l'effet de décider une ou plusieurs augmentations de capital par l'émission, en France ou à l'étranger, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, en euro, en monnaie étrangère ou en toute autre unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, d'actions ordinaires de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires nouvelles ou existantes de la Société, en rémunération de titres apportés à une offre publique d'échange initiée par la Société, en France ou à l'étranger selon les règles locales (y compris toute opération ayant le même effet qu'une offre publique d'échange ou pouvant y être assimilée), sur des titres répondant aux conditions prévues à l'article L. 22-10-54 du Code de commerce, et décide en tant que de besoin, de supprimer, au profit des titulaires de ces titres, le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions ordinaires et/ou valeurs mobilières à émettre ;
2. décide que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être ainsi réalisées immédiatement et/ou à terme, ne pourra être supérieur à **10% du capital social** existant à la date de la réunion du Conseil d'administration décidant l'émission, étant précisé que le montant nominal de ces augmentations de capital s'imputera sur le plafond autorisé par la présente Assemblée dans la quinzième résolution ;
3. décide, par ailleurs, que le montant nominal total des valeurs mobilières représentatives de titres de créance donnant accès, immédiatement et/ou à terme, au capital de la Société, susceptibles d'être émises en vertu de la présente résolution et au titre des quatorzième, quinzième, seizième et dix-neuvième résolutions, ne pourra excéder un plafond de **dix milliards d'euros**, ou sa contre-valeur dans toute autre monnaie, à la date de la décision d'émission ;
4. prend acte que, conformément à l'article L. 225-132 du Code de commerce, la décision d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société emporte de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation donneraient droit, immédiatement et/ou à terme, au profit des porteurs de ces valeurs mobilières ;
5. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation et, notamment, pour :
 - fixer les conditions et modalités des émissions et plus généralement des offres réalisées en vertu de la présente résolution, la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en numéraire à verser, déterminer la nature et les caractéristiques des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, les modalités d'attribution des titres de capital auxquels ces valeurs mobilières donneraient droit ainsi que les dates auxquelles peuvent être exercés ces droits d'attribution, constater le nombre de titres apportés à l'échange et le nombre de titres à émettre en résultant ;
 - fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, le prix, la date de jouissance des titres émis, les modalités de libération des actions, consentir des délais pour leur libération ;
 - prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables ;
 - procéder à tous les ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société,
 - imputer, s'il le juge opportun, les frais, droits et honoraires occasionnés par les émissions sur le montant des primes correspondantes et, le cas échéant, prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque émission ;
 - et, plus généralement, faire tout ce qui sera utile ou nécessaire et conclure tous accords ou conventions, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, accomplir tous actes et formalités à l'effet de constater la réalisation de la ou des augmentations de capital, modifier les statuts en conséquence, procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations des actions et/ou valeurs mobilières émises.

La présente délégation est consentie au Conseil d'administration pour une durée de **vingt-six mois** à compter de la présente Assemblée.

Le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

Dix-neuvième résolution (Délégation de pouvoirs consentie au Conseil d'administration, pour une durée de vingt-six mois, à l'effet d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société en rémunération d'apports en nature consentis à la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires). — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-53 du Code de commerce :

1. délègue au Conseil d'administration les pouvoirs nécessaires pour augmenter le capital social, par l'émission, en France ou à l'étranger, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, d'actions ordinaires de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires nouvelles ou existantes de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de

capital et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 22-10-54 du Code de commerce ne sont pas applicables ;

2. décide, d'une part, que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être ainsi réalisées, immédiatement et/ou à terme, ne pourra excéder **10% du capital social** existant à la date de la réunion du Conseil d'administration décidant l'émission et, d'autre part, que le montant nominal des augmentations de capital réalisées en vertu de la présente résolution s'imputera sur le plafond de 10% du capital social existant à la date de la réunion du Conseil d'administration décidant l'émission autorisé par la présente Assemblée à la quinzième résolution ;
3. décide par ailleurs que le montant nominal total des valeurs mobilières représentatives de titres de créance donnant accès, immédiatement et/ou à terme, au capital de la Société, susceptibles d'être émises en vertu de la présente résolution et au titre des quatorzième, quinzième, seizième et dix-huitième résolutions, ne pourra excéder un plafond de **dix milliards d'euros**, ou sa contre-valeur dans une autre monnaie, à la date de la décision d'émission ;
4. prend acte que, conformément à la loi, les actionnaires n'auront pas de droit préférentiel de souscription aux titres émis dans le cadre de la présente délégation, ces derniers ayant vocation à rémunérer des apports en nature ;
5. prend acte que, conformément à l'article L. 225-132 du Code de commerce, la décision d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société emporte de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation donneraient droit, immédiatement et/ou à terme, au profit des porteurs de ces valeurs mobilières ;
6. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente résolution et, notamment, pour :
 - décider de toute augmentation de capital en rémunération d'apports en nature et déterminer les valeurs mobilières à émettre corrélativement,
 - arrêter la liste des valeurs mobilières apportées, statuer sur le rapport du ou des commissaires aux apports, approuver l'évaluation des apports et fixer les conditions d'émission des valeurs mobilières à émettre en rémunération des apports en nature y compris le cas échéant le montant de la soulte à verser,
 - arrêter toutes les modalités et conditions des opérations autorisées dans les conditions prévues à l'article L. 22-10-53 du Code de commerce,
 - fixer le nombre de titres à émettre en rémunération des apports en nature ainsi que la date de jouissance des titres à émettre,
 - imputer, s'il le juge opportun, les frais, droits et honoraires occasionnés par les émissions sur le montant des primes correspondantes et, le cas échéant, prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque émission,
 - et, plus généralement, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, faire tout ce qui sera utile ou nécessaire et conclure tous accords ou conventions, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, accomplir tous actes et formalités à l'effet de constater la réalisation de la ou des augmentations de capital, modifier les statuts en conséquence, procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations des actions émises ;
7. prend acte que la présente délégation prive d'effet, à hauteur de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

La présente délégation est consentie au Conseil d'administration pour une durée de **vingt-six mois** à compter de la présente Assemblée.

Le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

Vingtième résolution (Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration, pour une durée de vingt-six mois, à l'effet de procéder à des augmentations de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, réservées aux adhérents à un plan d'épargne entreprise ou de groupe). — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions, d'une part, des articles L. 225-129-6, L. 225-138 et L. 225-138-1 du Code de commerce, et, d'autre part, des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail :

1. délègue au Conseil d'administration avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, sa compétence à l'effet de décider une ou plusieurs augmentations de capital par l'émission d'actions ordinaires de la Société, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, dans la limite d'un montant égal à **1,5%** du capital social existant à la date de la réunion du Conseil d'administration décidant l'émission, étant précisé que le montant du capital social émis en vertu de la présente résolution s'imputera sur le plafond global d'augmentation de capital autorisé par la présente assemblée dans la quatorzième résolution ;
2. réserve la souscription des actions à émettre aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe de la Société et des sociétés françaises ou étrangères qui lui sont liées au sens des articles L. 225-180 du Code de commerce et L. 3344-1 du Code du travail, y compris les adhérents mentionnés à l'article L. 3332-2 du Code du travail ;

3. autorise le Conseil d'administration à procéder, à l'attribution gratuite aux bénéficiaires ci-dessus indiqués, d'actions existantes ou à émettre :
 - à titre d'abondement, dans les limites prévues aux articles L. 3332-11 et suivants du Code du travail ; et/ou
 - en substitution de tout ou partie de la décote visée au paragraphe 5° de la présente résolution, étant entendu que l'avantage résultant de cette attribution ne pourra excéder les limites légales ou réglementaires en application de l'article L. 3332-21 du Code du travail ;
4. décide de supprimer, au profit des bénéficiaires mentionnés au paragraphe 2° de la présente résolution, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions émises en vertu de la présente résolution et de renoncer à tout droit aux actions ordinaires, les actionnaires renonçant par ailleurs en cas d'attribution gratuite d'actions en vertu du paragraphe 3° de la présente résolution, à tout droit aux dites actions y compris à la partie des réserves, bénéfices ou primes qui serait incorporée au capital de la Société ;
5. décide que le prix de souscription des actions nouvelles ne pourra être inférieur à la moyenne des cours de clôture de l'action TotalEnergies sur Euronext lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'administration fixant la date d'ouverture des souscriptions, diminuée d'une décote de 30% ;
6. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente résolution et, notamment, pour :
 - fixer les conditions et modalités de la ou des augmentations de capital et arrêter les dates, conditions et modalités des émissions réalisées en vertu de la présente résolution ;
 - fixer les dates d'ouverture et clôture des souscriptions, le prix, la date de jouissance des titres émis, les modalités de libération des actions, consentir des délais pour leur libération ;
 - imputer, s'il le juge opportun, les frais, droits et honoraires occasionnés par les émissions sur le montant des primes correspondantes et, le cas échéant, prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque émission ;
 - et, plus généralement, faire tout ce qui sera utile ou nécessaire et conclure tous accords ou conventions, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions en visagées, accomplir tous actes et formalités à l'effet de constater la réalisation de la ou des augmentations de capital, modifier les statuts en conséquence, procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations des actions émises ;
7. prend acte que la présente délégation prive d'effet, à hauteur de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

La présente délégation est consentie au Conseil d'administration pour une durée de **vingt-six mois** à compter de la présente Assemblée.

Vingt-et-unième résolution (*Modifications des Statuts de la Société – Pouvoirs pour formalités*). — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de modifier les Statuts de la Société comme suit :

- l'article 11, 11) est remplacé par la rédaction suivante : « Cet administrateur n'est pas pris en compte pour la détermination d'un nombre maximal d'administrateurs prévus par l'article L. 225-17 du Code de commerce. »
- l'article 12, alinéa 3, dernière phrase est remplacé par l'alinéa : « Les fonctions de Président prennent fin au plus tard à l'issue de la réunion de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel il a atteint l'âge de soixante-quinze ans. ».
- l'article 15.2), alinéa 3 est remplacé par l'alinéa « Les fonctions de Directeur Général prennent fin au plus tard à l'issue de la réunion de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel il a atteint l'âge de soixante-dix ans. Sous réserve de la limite d'âge telle qu'indiquée ci-avant, le Directeur Général est toujours rééligible. »

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités de dépôt et de publicité requises par la loi relatives aux modifications des statuts approuvées ce jour.

A. – Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée générale.

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de participer à l'Assemblée, soit en y assistant physiquement, soit en votant par correspondance, soit en se faisant représenter par tout mandataire, personne physique ou morale, de son choix, soit en se faisant représenter par le Président de l'Assemblée générale. Les actionnaires détenant leurs actions par l'intermédiaire du Registre Américain doivent également se référer à l'information spécifique figurant sous les sous-titres indiqués ci-dessous.

Conformément à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, il est justifié du droit de participer à l'Assemblée générale par l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application du septième alinéa de l'article L. 228-1 du Code de commerce, au **cinquième jour ouvré** précédant l'Assemblée à zéro heure (heure de Paris), soit le **22 mai 2026 à zéro heure, heure de Paris (la « Date d'Enregistrement »)**, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus pour la Société par son mandataire, Société Générale Securities Services, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire bancaire ou financier habilité mentionné à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier.

L'inscription des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire bancaire ou financier habilité est constatée par une attestation de participation délivrée par ce dernier, annexée au formulaire de vote à distance ou de procuration, établis

au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté, par l'intermédiaire inscrit. Une attestation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission le cinquième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Quel que soit le choix de l'actionnaire, seules seront prises en compte pour le vote, les actions inscrites en compte le cinquième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée, soit le **22 mai 2026 à zéro heure** (heure de Paris). Pour toute cession des actions avant cette date, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation du cédant seront invalidés à hauteur du nombre d'actions cédées et le vote correspondant à ces actions ne sera pas pris en compte. Pour toute cession des actions après cette date, le vote exprimé du cédant demeurera valable et le vote sera comptabilisé au nom du cédant.

Informations complémentaires pour les actionnaires détenant leurs actions par l'intermédiaire du Registre Américain

Société Générale agit en qualité d'intermédiaire inscrit pour le compte des actionnaires qui détiennent des actions par l'intermédiaire du registre américain tenu par Computershare Trust Company, N.A. (le « Registre Américain ») ; ces actionnaires sont soit directement inscrits en qualité de US Registered Holder (« Porteur Inscrit sur le Registre Américain »), soit indirectement inscrits par l'intermédiaire d'un établissement financier tel qu'une banque ou un courtier, via la *Depository Trust Company* (« DTC ») en qualité de *US Beneficial Owner* (« Bénéficiaire Effectif Américain »).

Les actionnaires détenant leurs actions par l'intermédiaire du Registre Américain, quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent, peuvent participer à l'Assemblée générale dans les conditions précisées ci-après.

Conformément à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, seuls seront pris en compte les votes attachés aux actions détenues par les actionnaires par l'intermédiaire du Registre Américain à la Date d'Enregistrement, soit le **22 mai 2026 à zéro heure, heure de Paris (21 mai 2026 à dix-huit heures, heure de New-York)**.

Pour toute cession des actions détenues par l'intermédiaire du Registre Américain ou repositionnement en Euroclear France avant cette Date d'Enregistrement, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou le *legal proxy* (mandat) seront invalidés à hauteur du nombre d'actions cédées ou repositionnées en Euroclear France, et le vote correspondant à ces actions ne sera pas pris en compte. Pour toute cession ou repositionnement en Euroclear France des actions après cette date, le vote exprimé demeurera valable et sera comptabilisé au nom du cédant ou de l'actionnaire ayant repositionné ses actions.

Conformément aux pratiques américaines, seuls les actionnaires détenant leurs actions par l'intermédiaire du Registre Américain à la clôture du New York Stock Exchange à la date du **30 avril 2026** (« **US Notice Record Date** » ou « Date d'Enregistrement Américaine ») recevront les notifications et informations relatives à l'Assemblée générale. Les actionnaires ayant acquis des actions détenues, ou ayant repositionné pour détenir des actions, par l'intermédiaire du Registre Américain entre la *US Notice Record Date* (Date d'Enregistrement Américaine) et la Date d'Enregistrement ne seront pas en mesure de recevoir les avis et informations adressés aux actionnaires à la *US Notice Record Date* (Date d'Enregistrement Américaine). En conséquence, les *US Beneficial Owners* (Bénéficiaires Effectifs Américains) ou les *US Registered Holders* (Porteurs Inscrits sur le Registre Américain) ayant acquis ou repositionné des actions entre ces deux dates et souhaitant participer à l'Assemblée générale sont invités à prendre contact, suffisamment à l'avance, avec leur banque ou leur courtier, ou avec Computershare Trust Company, N.A., afin de repositionner leurs actions en Euroclear France de manière à pouvoir exercer leur droit de vote à l'Assemblée générale.

Les services de transfert entre les marchés américain et européen seront soumis à une période de gel et temporairement suspendus entre le 20 mai 2026 à 15 h 00 (heure de New York) et le 22 mai 2026 à l'ouverture du marché français.

B. – Modalités de participation à l'Assemblée générale.

1. Participation physique à l'Assemblée générale

- a) Les actionnaires désirant assister physiquement à l'Assemblée générale pourront demander une carte d'admission soit par voie électronique, soit par voie postale, dans les conditions suivantes :

• Demande de carte d'admission par voie électronique

Les actionnaires désirant assister physiquement à l'Assemblée peuvent demander une carte d'admission par voie électronique selon les modalités suivantes :

- Les actionnaires dont les actions sont inscrites en compte sous la forme nominative peuvent faire leur demande en ligne sur la plateforme sécurisée VOTACCESS en se connectant au site <https://sharinbox.societegenerale.com>. Une fois connecté, l'actionnaire au nominatif devra suivre les indications données à l'écran afin de demander sa carte d'admission.
- Les actionnaires dont les actions sont inscrites en compte sous la forme au porteur doivent se renseigner auprès de leur établissement teneur de compte afin de savoir s'il est connecté ou non à la plateforme VOTACCESS et, le cas échéant, si cet accès est soumis à des conditions d'utilisation particulières. Il est précisé que seuls les actionnaires au porteur dont l'établissement teneur de compte a adhéré à la plateforme VOTACCESS pourront faire leur demande de carte d'admission en ligne.

Si l'établissement teneur de compte de l'actionnaire est connecté à la plateforme VOTACCESS, l'actionnaire devra s'identifier sur le portail internet de son établissement teneur de compte avec ses codes d'accès habituels. Il devra ensuite cliquer sur l'icône qui apparaît sur la ligne correspondant à ses actions TotalEnergies et suivre les indications données à l'écran afin d'accéder à la plateforme VOTACCESS et demander une carte d'admission.

- **Demande de carte d'admission par voie postale**

Les demandes de carte d'admission des actionnaires dont les actions sont inscrites en compte sous la forme nominative doivent être envoyées à l'aide de l'enveloppe réponse prépayée jointe à la convocation ou par courrier simple, à l'adresse suivante Société Générale Securities Services - Service des Assemblées – CS 30812, 44308 Nantes Cedex.

Les demandes de carte d'admission des actionnaires dont les actions sont inscrites en compte sous la forme au porteur doivent être effectuées auprès de l'intermédiaire habilité qui assure la gestion du compte titres de l'actionnaire concerné.

- **Attestation de participation**

Les actionnaires souhaitant participer à l'Assemblée mais n'ayant pas reçu leur carte d'admission devront se présenter le jour de l'Assemblée directement au guichet spécialement prévu à cet effet à la Tour Coupole : les actionnaires au porteur devront être munis d'une pièce d'identité et de l'attestation de participation délivrée préalablement par leur intermédiaire habilité. Les actionnaires au nominatif devront être munis d'une pièce d'identité.

- b) Modalités spécifiques pour les actionnaires détenant des actions par l'intermédiaire du Registre Américain**

Les actionnaires détenant des actions par l'intermédiaire du Registre Américain inscrits en qualité de *US Registered Holder* (Porteur Inscrit sur le Registre Américain) ou de *US Beneficial Owner* (Bénéficiaire Effectif Américain) désirant assister physiquement à l'Assemblée générale, pourront le faire selon les conditions et modalités suivantes :

- Tout actionnaire inscrit en qualité de *US Registered Holder* (Porteur Inscrit sur le Registre Américain) ou de *US Beneficial Owner* (Bénéficiaire Effectif Américain) détenant ses actions par l'intermédiaire du Registre Américain devra, pour assister physiquement à l'Assemblée générale, être muni d'une carte d'admission délivrée par Broadridge, à l'issue d'une inscription préalable effectuée via le lien « Attend a Meeting » accessible sur le site www.proxyvote.com. Cette inscription devra être réalisée au plus tard le 25 mai 2026 à 23h59 (heure de New-York).
- Conformément au droit français et aux pratiques applicables aux marchés américains, tout *US Beneficial Owner* (Bénéficiaire Effectif Américain) souhaitant assister physiquement à l'Assemblée générale devra en outre être titulaire d'un *legal proxy* (mandat), obtenu soit auprès de Broadridge via le site www.proxyvote.com, soit auprès de sa banque ou de son courtier habituel. Sauf lorsque ce mandat est établi à la Date d'Enregistrement ou lorsque le nombre d'actions n'a pas évolué depuis l'établissement du *legal proxy* (mandat), le *US Beneficial Owner* (Bénéficiaire Effectif Américain) devra être en mesure de justifier du nombre d'action détenu à la Date d'enregistrement.

Pour obtenir sa carte d'admission et, le cas échéant, son *legal proxy* (mandat) par l'intermédiaire du site www.proxyvote.com, l'actionnaire devra saisir le numéro de contrôle à seize (16) chiffres qui figurera, soit sur sa *proxy card* (carte d'admission américaine) pour les *US Registered Holder* (Porteurs Inscrits sur le Registre Américain), soit sur le voting instruction form (formulaire d'instructions de vote) pour les *US Beneficial Owners* (Bénéficiaires Effectifs Américains) ou sur l'avis de mise à disposition en ligne des documents de vote (*Notice & Access Communication*), puis suivre les instructions indiquées sur le site.

Dans l'hypothèse où les documents de vote précités ne mentionneraient pas la possibilité d'exercer les droits via le site www.proxyvote.com ou ne comporteraient pas le numéro, ou le numéro complet, de contrôle à seize (16) chiffres (information erronées ou incomplètes), il appartiendra à l'actionnaire de contacter directement sa banque ou son courtier suffisamment en amont de la date de l'Assemblée générale.

Compte tenu du délai restreint entre la Date d'Enregistrement et la date de l'Assemblée générale, il est recommandé à tout *US Beneficial Owner* (Bénéficiaire Effectif Américain) souhaitant assister physiquement à l'Assemblée générale de prendre contact, suffisamment à l'avance, avec son courtier, sa banque ou tout autre intermédiaire par lequel il détient ses actions afin de connaître les modalités (notamment les délais et le cas échéant les coûts) permettant d'obtenir en temps utile une carte d'admission, un *legal proxy* (mandat) et, le cas échéant, une preuve de détention établie à la Date d'enregistrement.

Les actionnaires devront se présenter le jour de l'Assemblée directement au guichet spécialement prévu à cet effet à la Tour Coupole et être munis de leur pièce d'identité, de la carte d'admission établie à leur nom, ainsi que, pour les *US Beneficial Owners* (Bénéficiaires Effectifs Américains), du *legal proxy* (mandat) établi à leur nom (ainsi que, le cas échéant, une preuve de détention établie à la Date d'enregistrement) dans les conditions précisées ci-dessus. L'accès à l'Assemblée générale sera refusé à toute personne n'étant pas en mesure de présenter les documents requis précités.

Il est rappelé que tout actionnaire détenant des actions par l'intermédiaire du Registre Américain inscrit en qualité de *US Registered Holder* (Porteur Inscrit sur le Registre Américain) ou de *US Beneficial Owner* (Bénéficiaire Effectif Américain) peut prendre les dispositions nécessaires avant la Date d'Enregistrement pour repositionner ses actions en Euroclear France et solliciter une carte d'admission auprès de Société Générale Securities Services.

2. Vote par correspondance ou par procuration

- a) Les actionnaires peuvent en amont de l'Assemblée générale voter à distance ou choisir d'être représentés à l'Assemblée en donnant procuration au Président de l'Assemblée ou à un mandataire de leur choix, en donnant leurs instructions soit par voie électronique, soit par voie postale. Les actionnaires sont vivement encouragés à privilégier le vote par voie électronique.

Il est rappelé qu'en l'absence d'indication de mandataire sur le formulaire de vote par procuration, le Président de l'Assemblée émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le Conseil d'administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution.

- **Par voie électronique**

Les actionnaires ont la possibilité de transmettre leurs instructions de vote ou, désigner ou révoquer un mandataire par Internet avant l'Assemblée générale, sur la plateforme VOTACCESS, dans les conditions décrites ci-après :

- Pour les actionnaires dont les actions sont inscrites en compte sous la forme nominative :
Les titulaires d'actions au nominatif pur ou administré qui souhaitent voter par Internet accèderont à la plateforme VOTACCESS en se connectant au site <https://sharinbox.societegenerale.com>. Une fois connecté, l'actionnaire au nominatif devra suivre les indications données à l'écran afin d'accéder à la plateforme VOTACCESS et voter, ou désigner ou révoquer un mandataire.

- Pour les actionnaires dont les actions sont inscrites en compte sous la forme au porteur :
Il appartient à l'actionnaire dont les actions sont inscrites en compte sous la forme au porteur de se renseigner afin de savoir si son établissement teneur de compte est connecté ou non à la plateforme VOTACCESS et, le cas échéant, si cet accès est soumis à des conditions d'utilisation particulières.
Il est précisé que seuls les actionnaires dont les actions sont inscrites en compte sous la forme au porteur dont l'établissement teneur de compte a adhéré à la plateforme VOTACCESS pourront voter en ligne ou désigner et révoquer un mandataire par Internet.

Si l'établissement teneur de compte de l'actionnaire est connecté à la plateforme VOTACCESS, l'actionnaire devra s'identifier sur le portail Internet de son établissement teneur de compte avec ses codes d'accès habituels. Il devra ensuite cliquer sur l'icône qui apparaît sur la ligne correspondant à ses actions TotalEnergies et suivre les indications données à l'écran afin d'accéder à la plateforme VOTACCESS et voter ou désigner ou révoquer un mandataire.

Si l'établissement teneur de compte de l'actionnaire n'est pas connecté à la plateforme VOTACCESS, il est précisé que la notification de la désignation ou de la révocation d'un mandataire peut toutefois être effectuée par voie électronique conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-24 du Code de commerce, selon les modalités suivantes :

- l'actionnaire devra envoyer un courriel à l'adresse assemblees.generales@sgss.socgen.com. Ce courriel devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de la société concernée, date de l'Assemblée, nom, prénom, adresse, références bancaires du mandant ainsi que les nom, prénom et si possible l'adresse du mandataire.
- l'actionnaire devra obligatoirement demander à son intermédiaire financier qui assure la gestion de son compte titre d'envoyer une confirmation écrite au service Assemblées Générales de Société Générale Securities Services, Service Assemblées Générales, CS 30812, 44308 Nantes Cedex 3.

Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats pourront être adressées à l'adresse électronique susvisée, toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra être prise en compte et/ou traitée.

Afin que les désignations ou révocations de mandats exprimées par voie électronique puissent être valablement prises en compte, les confirmations devront être réceptionnées au plus tard la veille de l'Assemblée, à 15 heures (heure de Paris), soit au plus tard **le 28 mai 2026 à 15 heures** (heure de Paris).

Dès leur réception, les instructions données par la voie électronique sont irrévocables, hors le cas des cessions de titres qui font l'objet de la notification prévue au IV de l'article R. 22-10-28 du Code de commerce.

La plateforme VOTACCESS sera ouverte au plus tard à la date de convocation de l'Assemblée générale.

La possibilité de voter par Internet avant l'Assemblée générale prendra fin la veille de la réunion, soit le **28 mai 2026 à 15 heures** (heure de Paris). Toutefois, afin d'éviter tout engorgement éventuel de la plateforme VOTACCESS, il est recommandé aux actionnaires de ne pas attendre la veille de l'Assemblée pour voter.

- **Par voie postale**

Comme mentionné ci-avant, les actionnaires sont vivement encouragés à exprimer leur vote ou donner pouvoir par voie électronique. Néanmoins, les actionnaires souhaitant voter par correspondance ou être représentés en donnant pouvoir au Président de l'Assemblée ou à toute autre personne physique ou morale de leur choix dans les conditions légales et réglementaires, pourront :

- pour les actionnaires dont les actions sont inscrites en compte sous la forme nominative, renvoyer le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration en utilisant l'enveloppe réponse prépayée jointe à la convocation ou par courrier simple, à l'adresse suivante *Société Générale Securities Services - Service des Assemblées – CS 30812, 44308 Nantes Cedex* ;
- pour les actionnaires dont les actions sont inscrites en compte sous la forme **au porteur**, demander le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration à l'intermédiaire qui gère leurs titres à compter de la date de convocation de l'Assemblée. Une fois complété par l'actionnaire, le formulaire sera à retourner à l'établissement teneur de compte qui l'accompagnera d'une attestation de participation et l'adressera à Société Générale Securities Services, Service des Assemblées (CS 30812 - 44 308 Nantes cedex 3).

Pour être pris en compte, les formulaires de vote par correspondance devront avoir été reçus par la Société ou le Service Assemblées générales de Société Générale Securities Services, au plus tard le **27 mai 2026**, conformément aux dispositions de l'article R. 225-77 du Code de commerce.

Les désignations ou révocations de mandataires exprimées par voie papier devront également avoir été réceptionnées au plus tard le 27 mai 2026.

b) Modalités spécifiques pour les actionnaires détenant des actions par l'intermédiaire du Registre Américain

- *US Registered Holders* (Porteurs Inscrits sur le Registre Américain) : les actionnaires inscrits en qualité de *US Registered Holders* (Porteurs Inscrits sur le Registre Américain) peuvent exercer leurs droits de vote, à leur choix, par voie électronique ou par correspondance. En cas de vote par voie électronique, il ne n'est pas nécessaire de retourner la *proxy card* (carte d'admission américaine). Le *US Registered Holder* (Porteur Inscrit sur le Registre Américain), muni de sa *proxy card* (carte d'admission américaine) ou de son avis de mise à disposition en ligne des documents de vote (*Notice & Access Communication*) — afin de pouvoir consulter *control number* (numéro de contrôle) —, se rend sur le site www.proxyvote.com et suit les instructions pour accéder aux documents en ligne et soumettre ses instructions de vote par voie électronique. Les dispositifs de vote par voie électronique seront accessibles vingt-quatre (24) heures sur vingt-quatre à compter du 6 mai 2026 et seront clos le 25 mai 2026 à 23h59 (*heure de New-York*). Les actionnaires souhaitant voter par correspondance pourront renvoyer leur *proxy card* (carte d'admission américaine), à l'adresse suivante : *Vote Processing, c/o Broadridge, 51 Mercedes Way, Edgewood, NY 11717*. Pour être pris en compte, le *proxy card* (carte d'admission américaine) devra avoir été reçu au plus tard le **26 mai 2026** à 12h00 (*heure de New-York*).
- *US Beneficial Owners* (Bénéficiaires Effectifs Américains) : les actionnaires inscrits en qualité de *US Beneficial Owners* (Bénéficiaires Effectifs Américains), détenant leurs actions par l'intermédiaire d'un établissement financier tel qu'une banque ou un courtier (détention dite en « street name »), recevront, le cas échéant, l'avis de mise à disposition en ligne des documents de vote (*Notice & Access Communication*) ou les documents de vote par l'intermédiaire de cet établissement. Le *voting instruction form* (formulaire d'instructions de vote), émis par Broadridge ou par tout prestataire équivalent, précisera les modalités selon lesquelles ces actionnaires peuvent exercer les droits de vote attachés à leurs actions.
- Réception électronique des documents de vote : les actionnaires ont la faculté de choisir de recevoir électroniquement les documents de vote en s'inscrivant à l'adresse suivante : www.proxyvote.com, ou en indiquant ses préférences auprès de leur courtier, banque ou autre intermédiaire. Dans l'hypothèse où cette modalité aura été choisie, l'actionnaire recevra un courriel contenant les instructions nécessaires, incluant un lien vers le site internet sur lequel les documents seront mis à disposition et sur lequel il pourra exercer son droit de vote.

3. Changement du mode de participation

Conformément à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, lorsque l'actionnaire a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation dans les conditions prévues à la dernière phrase de l'article précité, il ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée.

C. – Questions écrites des actionnaires.

Conformément aux articles L. 225-108 et R. 225-84 du Code de commerce, chaque actionnaire a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le Conseil d'administration est tenu de répondre dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les questions écrites doivent être envoyées, au siège social de la Société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président du Conseil d'administration, à compter de la date de convocation de l'Assemblée et au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée générale, **soit au plus tard le 22 mai 2026 inclus**. Pour être prises en compte, ces questions écrites doivent impérativement être accompagnées d'une attestation d'inscription, soit dans les comptes de titres nominatifs, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire financier. Pour les *US Registered Holders* (Porteurs Inscrits sur le Registre Américain) détenant leurs actions par l'intermédiaire du Registre Américain, l'actionnaire pourra se rapprocher de Computershare Trust Company, N.A.. Pour les *US Beneficial Owners* (Bénéficiaires Effectifs Américains) détenant leurs actions par l'intermédiaire du Registre Américain, l'actionnaire pourra se rapprocher de son courtier ou banque en précisant que les attestations devront, pour être recevables, permettre d'établir une chaîne de détention ininterrompue entre le *US Beneficial Owner* (Bénéficiaire Effectif Américain) et le compte ouvert auprès de la *Depository Trust Company* (DTC) par un participant DTC (DTC Participant).

Conformément à la législation en vigueur, la réponse à une question écrite sera réputée avoir été donnée dès lors qu'elle figurera sur le site Internet de la Société dans une rubrique consacrée aux questions-réponses.

D. – Droit de communication des actionnaires.

Tous les documents et informations prévus à l'article R. 22-10-23 du Code de commerce peuvent être consultés sur le site de la Société, www.totalenergies.com, rubrique Investisseurs/ Assemblées générales, pendant une période ininterrompue commençant au plus tard le vingt et unième jour précédant l'Assemblée.

Les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre de cette Assemblée Générale sont consultables, au siège social de la Société, dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables.

E. – Retransmission audiovisuelle.

Conformément aux articles L. 22-10-38-1 et R. 22-10-29-1 du Code de commerce, l'Assemblée générale fera l'objet, dans son intégralité, d'une retransmission audiovisuelle en direct depuis un lien disponible sur le site Internet de la Société totalenergies.com, à moins que des raisons techniques rendent impossible ou perturbent gravement cette retransmission. Un enregistrement de l'Assemblée générale sera consultable sur le site internet de la Société au plus tard sept jours ouvrés après la date de l'Assemblée générale et pendant au moins deux ans à compter de sa mise en ligne.

F. – Résultats des votes.

Les résultats de l'Assemblée générale des actionnaires seront publiés sur le site internet de la Société www.totalenergies.com, rubrique Investisseurs/Assemblées générales, conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-30 du Code de commerce.